

*Questions orales*

● (1450)

Nous avons fait diverses propositions et pris toutes sortes de mesures depuis trois ans. Je recommande par exemple au député de lire le document sur la gestion forestière publié il y a deux ans et les propositions relatives aux accords de reboisement qui ont été présentées aux gouvernements provinciaux en septembre dernier. Nous sommes en train de négocier des ententes de reboisement avec chacune des provinces. Nous en avons signé une avec la Nouvelle-Écosse. Une entente avec l'Île-du-Prince-Édouard est prête à être signée. Nous voudrions bien en signer une le plus tôt possible avec le Nouveau-Brunswick. Le député est certainement au courant des mesures prises récemment au Nouveau-Brunswick pour appuyer le centre forestier des Maritimes, notamment le service-clé que constitue le centre de recherches du gouvernement fédéral.

Nous prenons donc toutes sortes d'initiatives. Nous nous sommes fixé des objectifs et avons présenté des propositions. Nous avons instauré des programmes pour remédier à tous les problèmes importants que nous avons décelés au cours de nos travaux préparatoires il y a trois ans.

Il ne s'agit donc pas de tergiversations. Il y a déjà bien des choses qui se font et, en général, elles se font avec l'approbation des députés de tous les partis. Je voudrais réfléchir un peu à propos de renvoyer cette question au comité pour voir si le moment est bien choisi ou s'il vaudrait mieux attendre à plus tard.

\* \* \*

**LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE****LES MISES À PIED À LA SOCIÉTÉ NABU—LA POSITION DU GOUVERNEMENT**

**M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway):** Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre d'État chargé du Développement économique. J'en reviens à la question de Nabu parce que le changement technologique s'installe plus vite que nous ne l'avions tous vraiment pensé. Je voudrais citer une dépêche avant de poser une question au ministre. Cette dépêche dit notamment:

... Nabu annonce qu'elle licencie plus de la moitié de ses 225 salariés de la fabrication et qu'à l'avenir elle plantera autant que possible ses activités de fabrication dans des pays à bas salaires.

Comme il est bien connu que le ministre a des idées naïvement optimistes sur l'évolution de la haute technologie, et considérant que le gouvernement a encore des obligations envers les travailleurs de Nabu, à qui il a accordé indirectement 125 millions de dollars, le ministre veut-il confirmer que le gouvernement a obtenu de Nabu la sécurité d'emploi et des garanties de travail pour ces salariés en contrepartie des sommes aussi élevées qu'il a accordées à cette société?

**L'hon. Donald J. Johnston (ministre d'État chargé du Développement économique et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie):** Madame le Président, il est certain que l'affaire Nabu est bien connue puisqu'elle a son origine dans l'entente intervenue avec le gouvernement du Canada. Je ne suis pas bien au courant des conditions exactes de cette entente.

En ce qui concerne plus précisément les travailleurs en chômage, le gouvernement a toujours les mêmes préoccupations, chaque fois qu'une société rationalise ses méthodes comme cela se fait à Nabu. Le député connaît parfaitement les mesures qui sont prises dans tous les secteurs pour tenir compte de pareilles circonstances. Ce sont les mêmes programmes qui vont s'appliquer dans ce cas. Je ne manquerai certes pas de m'occuper du dossier Nabu, étant donné les relations nouées entre cette société et le gouvernement par l'accord évoqué tantôt pendant la période des questions.

**M. Waddell:** Le ministre sait qu'il a en poche une étude ministérielle montrant que la technologie ne va pas créer suffisamment d'emplois pour remplacer ceux qui s'envolent en fumée, à moins de changer la façon dont le progrès technologique est mis en œuvre au Canada.

**ON DEMANDE QU'UN COMITÉ ÉTUDIE L'ÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE**

**M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway):** Madame le Président, le ministre conviendra-t-il que les emplois dans ce secteur sont extrêmement volatiles? Nous avons l'exemple de la société Mitel, qui a perdu hier un contrat.

En outre, le ministre n'approuve-t-il pas l'opinion exprimée il y a quelques années par feu l'éminent sénateur Lamontagne qui recommandait que l'on charge au plus tôt un comité permanent de la Chambre d'étudier l'évolution technologique? Pourquoi le gouvernement piétine-t-il pour ce qui concerne cette importante question, alors que partout et sans cesse des travailleurs canadiens sont perdants par suite de l'évolution technologique?

**L'hon. Donald J. Johnston (ministre d'État chargé du Développement économique et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie):** Madame le Président, le gouvernement ne piétine certes pas en ce qui concerne cette question. Je ne crois pas que la création d'un comité permanent contribuerait à résoudre le genre de problèmes qu'a soulevés le député, bien que, comme je l'ai dit devant le comité permanent des prévisions budgétaires en général, je convienne qu'un tel comité aurait l'avantage de renseigner les Canadiens sur les problèmes et aussi sur les occasions possibles.

Pour en revenir à ce qu'on a qualifié d'étude, je tiens à préciser que ce n'était pas une étude, comme je l'ai déjà signalé auparavant. Ce document visait à stimuler la discussion parmi mes collègues. Manifestement, la fuite de ce document a déclenché énormément de discussions. C'est très sain. Le député a peut-être remarqué que la société Informetrica a publié la semaine dernière une étude qui, compte tenu des modèles économiques choisis, vient contredire les statistiques disponibles et annonce que l'avènement de ces nouvelles techniques contribuera à créer beaucoup plus d'emplois qu'à en supprimer.

Je ne veux pas dire que le problème est résolu, mais prétendre que nous piétinons, alors que des études sont en cours dans presque tous les ministères, que nous consultons tous les groupes intéressés, et que le ministre des Finances a annoncé qu'il créerait un centre de la productivité pour examiner les questions mêmes que soulèvent le député et qui sont négociées à